



EDITORIAL

PROCHE-ORIENT : ESPOIRS DE PAIX ET NOUVELLES MENACES

Plan Reagan, plan Fahd réactualisé à Fès, visite du président égyptien à Paris : les diplomates sont désormais en premières lignes sur le front proche-oriental. La force multinationale s'est retirée de Beyrouth. A Fès, s'est retrouvée une certaine unité des pays arabes autour du peuple palestinien, qui serait porteuse de promesses si, cette fois, elle résiste aux intérêts contradictoires et aux pressions extérieures. A Fès, les droits nationaux du peuple palestinien, la représentativité de l'OLP, son représentant unique et légitime, ont été réaffirmés, des solutions concrètes pour créer un Etat palestinien avancées ; l'accord a été acquis entre Syrie et Liban pour le retrait de la Force arabe de dissuasion (FAD) « *à la lumière du retrait israélien du Liban* ».

Quelques espoirs pour la paix sont-ils permis ?

L'on bute sur un fait majeur, sur une réalité incontournable : l'attitude d'Israël. Le gouvernement sioniste de Begin s'oppose à toute solution, y compris celle de ses tuteurs américains et poursuit son dessein de liquidation de la résistance palestinienne et de domination du Liban. Des preuves ? Il aménage ses cantonnements militaires dans la montagne libanaise ; il met en place une administration civile au Sud-Liban ; il installe de nouvelles colonies sionistes en Cisjordanie et à Gaza. Dans la plaine de la Bekaa, les accrochages se multiplient avec l'armée syrienne ; l'aviation israélienne effectue raids sur raids contre les positions syriennes. La politique de fait accompli adoptée par Begin a largement payé depuis juin dernier. Paiera-t-elle encore dans les semaines à venir et laissera-t-on l'agression se poursuivre en toute impunité ?

Le voile s'est déchiré quelque peu il est vrai, en Israël où la politique Begin est critiquée comme jamais et dans le monde entier où la cause palestinienne a gagné des amis au fil des terribles bombardements de Beyrouth cet été. Cela sera-t-il suffisant pour arrêter le bras sioniste ? Le sursaut de Fès aura-t-il des lendemains ? La communauté internationale saura-t-elle faire respecter ses propres engagements, les résolutions de l'ONU ? Les expériences du passé plaident mal pour une perspective optimiste. Aujourd'hui, où les combattants palestiniens sont dispersés aux quatre coins des pays arabes, où des centaines de milliers de Palestiniens, sans abri et sans terre, dans des camps ou sous le joug direct des sionistes s'efforcent de survivre et continuent d'aspirer à recouvrer une patrie, plus que jamais le soutien à leur cause, à celle de l'intégrité et de la souveraineté du Liban, est d'urgente nécessité. La reconnaissance de l'OLP comme représentant unique et légitime du peuple palestinien est une condition d'un soutien efficace et sérieux ; le gouvernement français sera-t-il le dernier à accomplir cet acte politique qu'imposent le développement de la situation au Proche-Orient et le respect du principe selon lequel les peuples doivent disposer d'une patrie ?

Camille GRANOT

La « bataille de la production et de l'emploi » proposée par le PCF

ATTENTION, DANGERS !

Le 6 septembre, le Bureau politique du PCF publiait une déclaration intitulée « *Gagnons la bataille de la production et de l'emploi* », lançant une campagne qui fut la toile de fond de la Fête de l'Humanité.

Cette déclaration prend justement comme cible le grand capital, la responsabilité qu'il a dans la situation économique et sociale actuelle, le redéploiement des capitaux, la spéculation, le refus d'investir, les licenciements qui se poursuivent, les pressions qu'il exerce pour que soit menée une politique d'austérité.

Le Bureau politique du PCF propose de prendre appui sur le principe de la reconquête du marché intérieur pour « *avec tous les intéressés, dans les entreprises, établir le bilan de ce que l'on produit, de ce que l'on importe, de ce que l'on pourrait produire* ». Affirmant « *notre but est le développement de productions compétitives pour reconquérir le marché intérieur* », la déclaration propose d'agir pour réduire les importations, et les exportations de capitaux, pour proposer la création d'emplois, exiger de bons contrats de solidarité, agir sur les prix, contribuer aux besoins de démocratisation, d'information, de participation des salariés.

Une telle orientation nous semble présenter plusieurs dangers pour les travailleurs de notre pays. D'abord celui d'engager les militants du mouvement ouvrier et les travailleurs dans la gestion, sans tenir compte de ce qu'est aujourd'hui notre pays, un pays capitaliste dont la loi fondamentale n'est autre que la recherche du profit maximum par l'exploitation des travailleurs. Le critère de « *productions compétitives* » ne peut faire abstraction des rapports antagoniques qu'entretiennent bourgeoisie et prolétariat et qui font que c'est toujours la classe ouvrière qui en a fait les frais.

suite page 2

En pages 3 et 4 :

**DECLARATION DE RENTREE
DU PCML**

En bref... En bref...

• **Entreprises en péril?** Après la manifestation du 13 septembre des petits patrons qui s'en sont pris violemment au marxisme et au mouvement ouvrier, le CNPF a décidé d'organiser le 14 décembre à Paris des « états généraux des entreprises » sur le thème de « l'entreprise en péril » et compte réunir plus de 15 000 patrons. Gattaz vient d'écrire à 100 000 patrons : « Nos entreprises vivent une période dramatique », oubliant les chiffres publiés par le quotidien patronal *Les Echos* et selon lesquels 61% des entreprises ont leurs profits en hausse. Cette initiative vise à faire pression sur le gouvernement pour obtenir de nouvelles subventions et concessions et participe des campagnes de la droite pour combattre tout changement en faveur des travailleurs. Elle doit être combattue par toutes les forces ouvrières et populaires.

• **Projet de loi pour les départements d'outre-mer.** Le gouvernement vient d'adopter un projet de loi sur la décentralisation des « départements d'outre-mer » (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), créant un Conseil régional et général unique en lieu et place des deux assemblées actuelles, avec élection à la proportionnelle (avec barre de 5%). Mais sur l'essentiel — le fait qu'il s'agit de colonies françaises — le projet ne change rien : « Ce projet de loi ne constitue nullement une atteinte à l'unité nationale. Il se situe sans ambiguïté dans le cadre de la Constitution, dont l'article 2 affirme le caractère indivisible de la République française ». Si la droite combat violemment ce projet car elle risque d'y perdre un peu de ses pouvoirs locaux, les peuples des colonies françaises n'y trouvent pas leur compte. Le soutien à leurs luttes pour le droit à l'indépendance reste plus que jamais à développer en France.

• **A Talbot-Poissy et Citroën-Aulnay,** les directions n'ont pas encaissé les changements que les travailleurs leur ont imposés de haute lutte avant l'été et essaient de revenir en arrière.

Les travailleurs ont riposté fermement. Après plusieurs jours de grève, la direction a dû reculer à Talbot et annuler en particulier les 9 licenciements de militants de la CGT. Le ministre du Travail, Jean Auroux, est personnellement intervenu dans ce sens.

A Aulnay, les travailleurs ont immédiatement débrayé au vu de leur paye sérieusement amputée : la direction paiera une avance sur salaire.

Dans les deux cas, les directions ont cherché à camoufler leur responsabilité en mettant la riposte des travailleurs sur le compte d'une soi-disant opération politique de la CGT et ont fait donner leurs officines.

On peut s'attendre à de nouvelles péripéties de ce genre. Les travailleurs auront à se battre pour défendre leurs conquêtes et auront besoin de notre solidarité.

ATTENTION, DANGERS! — suite

La France, par ailleurs, est aussi un pays impérialiste, qui exploite et pille le Tiers Monde et ses richesses, qui pratique l'échange inégal. Toute politique de gestion en France qui ne vise pas explicitement à remettre en cause cette domination impérialiste, sous toutes ses formes, se retourne contre les peuples et pays du Tiers Monde. Le danger existe donc qu'au nom de la compétitivité des industries françaises, les travailleurs concourent à l'exploitation de leurs frères de classe des pays dominés.

La reprise par Philippe Herzog, dans son discours de la Courneuve, de l'appel de Maurice Thorez « aux travailleurs de retrouver les manches pour gagner la bataille de la production », ne saurait faire oublier que cette période a débouché sur le relèvement du capitalisme et de l'impérialisme français.

Voilà quelques réflexions qu'il y a lieu de débattre avant de s'engager dans une voie qui nous apparaît être une impasse.

Pierre BAUBY

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
6 mois : 80,00 F — soutien : 100,00 F
un an : 150,00 F — soutien 200,00 F

BLOC-NOTES

• Le 14 septembre, en fin de matinée, le PCML a tenu une rencontre de presse; Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique, y a présenté la Déclaration de rentrée du PCML et le numéro un de *Travailleurs*. Etaient présents des journalistes de l'Agence ACP, de l'Agence Chine nouvelle et du *Monde*.

• Le 13 septembre, pour le Comité central du PCML, Jacques Jurquet a adressé un message de félicitations à Hu Yaobang, qui vient d'être élu secrétaire général du CC du Parti communiste chinois. Dans ce message, il exprime sa conviction que le PCC réalisera « les objectifs grandioses définis par le XII^e Congrès pour l'édification d'un Etat socialiste moderne, hautement civilisé et hautement démocratique, pour contrecarrer l'hégémonie, sauvegarder la paix mondiale et promouvoir la cause du progrès de l'humanité ».

• Le 14 septembre, dans une lettre à François Mitterrand, Pierre Bauby estime « hautement souhaitable » que la France soutienne le maintien du Kampuchea démocratique dans son siège à l'ONU et qu'elle « vote toute résolution demandant le retrait des troupes étrangères et permettant au peuple cambodgien de décider lui-même de ses affaires ».

• Festival de l'immigration à Lille, du 9 septembre au 2 octobre; s'adresser pour le programme au MRAP de Lille (Maison de la nature et de l'environnement, rue Gosselet, Lille).

XII^e Congrès du PCC :

BILAN ET PERSPECTIVES POUR LA CHINE

Le Parti communiste chinois vient de clore ses travaux. A son ordre du jour figuraient trois points essentiels : — l'examen des six dernières années et l'élaboration du programme d'action en vue de créer une situation nouvelle pour la modernisation socialiste ;

— l'examen des nouveaux statuts du PCC, c'est-à-dire l'adoption du programme général et une révision importante du système d'organisation du parti ;

— l'élection du nouveau Comité central, de la commission des conseillers et de la commission de contrôle de la discipline.

Tirant les leçons du passé, le rapport du nouveau secrétaire général du Comité central, Hu Yaobang, souligne : « Sur le plan des idées, nous avons résolument rompu les entraves du dogmatisme et du culte de la personnalité et rétabli la ligne idéologique marxiste de recherche de la vérité dans les faits... nous avons rendu sa pureté première à la pensée maozedong... nous avons mis fin aux troubles sociaux qui avaient duré des années... nous avons déplacé sans hésiter le centre des activités du parti et de l'Etat sur l'édification économique ».

« Cette remise d'aplomb de la Chine populaire après la Révolution culturelle est considérée par le Congrès comme un troisième grand tournant depuis la fondation du PCC. Le triomphalisme n'est pas pour autant de mise, la tâche générale définie étant pleine de difficultés : « Unir le peuple multinational et mener une âpre lutte en comptant sur nos propres forces, pour réaliser graduellement la modernisation de l'industrie, de l'agriculture, de la défense nationale, des sciences et de la technologie afin de faire de la Chine un pays socialiste hautement civilisé et hautement démocratique ».

« Cette remise d'aplomb de la Chine populaire après la Révolution culturelle est considérée par le Congrès comme un troisième grand tournant depuis la fondation du PCC. Le triomphalisme n'est pas pour autant de mise, la tâche générale définie étant pleine de difficultés : « Unir le peuple multinational et mener une âpre lutte en comptant sur nos propres forces, pour réaliser graduellement la modernisation de l'industrie, de l'agriculture, de la défense nationale, des sciences et de la technologie afin de faire de la Chine un pays socialiste hautement civilisé et hautement démocratique ».

Porter des coups aux forces du capital et aux forces de la droite

Combattre les mesures d'austérité

Faire confiance aux travailleurs et lutter à leurs côtés

Contre les diktats des superpuissances, défendre la paix, s'unir au Tiers Monde

L'élection de François Mitterrand et la mise en œuvre de la politique du gouvernement du PS et du PCF n'ont pas mis un terme à l'offensive du grand capital contre les travailleurs, leurs droits et leurs acquis. Alors que le pouvoir d'achat des salaires n'a pas augmenté depuis mai 81, les profits des entreprises se portent bien, quelles que soient les lamentations de Gattaz. Les licenciements se sont poursuivis au gré des restructurations et du redéploiement des capitaux. Le grand patronat a poursuivi ses placements spéculatifs en France et à l'étranger et diminué les investissements malgré les différentes aides et subventions du gouvernement. Le grand capital combine concertation et harcèlement par rapport au gouvernement afin de saboter toute réforme favorable aux travailleurs et d'obtenir de nouvelles concessions.



La droite joue avec arrogance de tous ses atouts et en particulier sa place restée intacte — ou presque — dans l'appareil d'Etat. Elle se saisit des maladrotes, hésitations et mesures impopulaires du gouvernement, tente de s'infiltrer partout où il y a du mécontentement. Malgré les contradictions importantes qui la traversent, elle continue à jouer la carte de l'unité, la seule qui puisse lui

donner quelque crédibilité. Elle a réussi à gagner les cantonales et espère bien rééditer l'opération aux municipales. Elle compte, alors, remettre en cause la légitimité du président de la République et exiger de nouvelles élections.

C'est pourquoi le PCML appelle à PORTER DES COUPS AUX FORCES DU CAPITAL ET AUX FORCES DE LA DROITE. Pour les municipales, le PCML appelle à TOUT METTRE EN OEUVRE POUR BATTRE LA DROITE, et, en particulier, à constituer, dès le premier tour, des listes regroupant toutes les composantes de la gauche, du mouvement ouvrier et populaire, afin d'assurer l'efficacité pour battre la droite et de répondre à l'aspiration des travailleurs.

UNE POLITIQUE D'AUSTERITE

Après le blocage des prix et des salaires, le gouvernement vient d'annoncer une série de mesures, dites de « rigueur », et dont la plus dure pour les travailleurs est une baisse de leur pouvoir d'achat d'au moins 5% cette année.

Pierre Mauroy affirme qu'*«il n'est pas question de faire la pause»*, que la phase d'*«assainissement»* ne durera que 18 mois, qu'il y a *«continuité»* de la politique gouvernementale. En fait, les mesures qui viennent d'être annoncées, tout comme le budget 83, traduisent un changement d'orientation de la politique gouvernementale.

Les mesures prises dans les premiers mois qui ont suivi le 10 mai 81 étaient orientées vers la relance de l'activité économique par l'augmentation de la consommation populaire et la lutte contre le chômage.

Aujourd'hui, les priorités sont différentes. Ce sont la lutte contre l'inflation, *«le rétablissement de la situation financière des entreprises»* et le redéploiement des capitaux français dans les « créneaux » les plus compétitifs et les plus rentables selon les critères capitalistes et impérialistes. Et, pour y parvenir, le gouvernement rogne le pouvoir d'achat des salariés, les prestations familiales et sociales, il maintient la même pression fiscale et veut augmenter les cotisations chômage.

En déclarant qu'*«il ne faut plus indexer les salaires sur les prix, car cela entraîne l'inflation»*, Pierre Mauroy impute aux travailleurs la responsabilité de l'inflation.

S'il a raison de souligner que « les salariés les plus modestes sont ceux qui ont le plus souffert du blocage », les mesures qui viennent d'être annoncées continuent à peser sur eux.

Nous vivons en effet dans une société de classes, une société capitaliste, dans laquelle, quand les travailleurs voient rognés leurs situations et leurs acquis, la bourgeoisie, elle, augmente ses profits et son exploitation. Toute atteinte au pouvoir d'achat conduit à favoriser le patronat et les forces du grand capital. Dans les mesures gouvernementales, il n'y a de blocage ni des profits, ni des revenus du capital. Par contre, il y a une nouvelle augmentation des subventions aux entreprises.

La politique baptisée de « rigueur » est bien, dans les faits, une politique d'austérité pour les travailleurs, une gestion de la crise sur leur dos.

LA MAUVAISE VOIE

Les travailleurs n'ont aucune responsabilité dans cette crise, qui est celle du capitalisme lui-même. Les salaires ne font que courir, avec bien du mal et souvent beaucoup de retard, après les prix, toujours sur la base d'un rapport de forces. Du fait de l'attaque de grande envergure menée depuis 1976 par le gouvernement Giscard-Barre et le patronat, le pouvoir d'achat des travailleurs diminue chaque année, tout comme celui des petits et moyens paysans.

Ce ne sont pas les travailleurs qui exportent les capitaux et spéculent contre le franc.

Les véritables responsables, c'est du côté du patronat, des forces du grand capital, de la droite, du système capitaliste international qu'il faut les chercher.

Mais en ne contestant pas les règles régissant le marché mondial et en faisant de plus en plus de concessions aux intérêts capitalistes et impérialistes, le gouvernement est obligé de faire une politique qui ne diffère pas fondamentalement de celle de ses prédécesseurs.

Le gouvernement montre ainsi qu'une politique nouvelle, favorable aux travailleurs est impossible si on ne s'attaque pas aux règles régissant le marché impérialiste mondial et aux intérêts capitalistes et impérialistes.

La mise en œuvre de la politique d'austérité conduit, de plus, à la déception des travailleurs, à leur découragement, à leur démobilité, leur mécontentement.

Les forces du grand capital comptent bien en profiter pour obtenir des concessions encore plus importantes et pour préparer leur retour au gouvernement. Chirac se permet d'être de plus en plus arrogant et de pronostiquer la fin de l'« expérience socialiste » pour le prin-

temps prochain.

Les mesures d'austérité, loin de porter les coups nécessaires contre la droite et les forces du capital, vont contribuer à leur renforcement.

Le PCML soutient et soutiendra toutes les mesures et réformes permettant l'extension des droits des travailleurs et de leurs moyens d'action.

Il contribuera, aux côtés des travailleurs, en leur faisant confiance, à défendre leurs intérêts et droits, à COMBATTRE LES MESURES D'AUSTÉRITÉ et l'orientation économique adoptée depuis juin 82, à obtenir la satisfaction de leurs revendications, à ce qu'une politique différente soit définie et mise en œuvre, conformément à leurs intérêts.

UNE AUTRE ORIENTATION

Une autre politique est nécessaire. Face aux forces du grand capital et à la droite, face aux intérêts capitalistes et impérialistes, face aux politiques menées par les autres pays capitalistes, il faut prendre appui sur les aspirations et revendications ouvrières et populaires, comme sur celles des peuples et pays du Tiers Monde.

Il est urgent de prendre des mesures en particulier pour :

— la défense et la progression du pouvoir d'achat des travailleurs,

— le blocage des licenciements,

— l'indemnisation de tous les chômeurs,

— l'embauche effective de tous les travailleurs contractuels et à statut précaire,

— la régularisation de la situation de tous les travailleurs immigrés,

— la garantie des revenus des petits et moyens paysans,

— le blocage réel des prix des produits de consommation courante,

— le contrôle des mouvements de capitaux et la taxation de la spéculation,

— l'augmentation de l'impôt sur les grandes fortunes,

— l'utilisation des profits capitalistes pour les cotisations chômage et Sécurité sociale.

Pour cela, il faut développer l'organisation, la mobilisation, l'action, l'unité d'action, le rassemblement des travailleurs pour s'attaquer aux profits capitalistes et impérialistes, au système capitaliste et impérialiste lui-même.

Mettre en œuvre une telle orientation favorable aux travailleurs de notre pays comme aux peuples du Tiers Monde nécessite d'aller dans le sens du dégagement de notre pays du carcan économique, commercial et financier du marché impérialiste international, dans le sens de la rupture avec l'impérialisme.

AVEC LES PEUPLES DU MONDE POUR DÉFENDRE LA PAIX

Pas plus qu'il n'est possible de parler de la politique économique et sociale dans notre pays sans la resituer dans le contexte du système impérialiste mondial, il n'est possible de défendre les intérêts des travailleurs de notre pays sans développer la solidarité avec les travailleurs et les peuples du monde, soutenir leur lutte pour l'indépendance et un nouvel ordre économique international et défendre la paix.

Les dernières semaines ont été marquées en particulier par l'agression d'Israël, avec la complicité et le soutien de l'impérialisme américain, contre les peuples palestinien et libanais; par de nouvelles répressions sanglantes des travailleurs polonais qui exigeaient l'application des accords de Gdansk; par la poursuite de la répression et de l'agression des peuples qui luttent pour leur indépendance et leur dignité, en Afghanistan, en Erythrée, au Cambodge, en Amérique centrale et latine, en Afrique australe; par l'échec de la Conférence de l'ONU sur le désarmement et la poursuite de la course effrénée aux armements les plus puissants et les plus sophistiqués. Cet été, la situation internationale s'est un peu plus détériorée du fait de la rivalité croissante des deux superpuissances impérialistes pour l'hégémonie mondiale.

C'est pourquoi le PCML appelle à développer la solidarité avec les peuples du monde et à combattre pour défendre la paix, cela implique en particulier :

— la mise en œuvre effective du droit du peuple palestinien à disposer de son sol et à pouvoir édifier son Etat, ce qui implique la reconnaissance de l'OLP comme représentant unique et légitime du peuple palestinien;

— la levée de l'état de siège en Pologne, la restauration de toutes les libertés démocratiques, la libération des emprisonnés, le droit pour la classe ouvrière et le peuple polonais de régler eux-mêmes leurs affaires, sans aucune ingérence extérieure;

— de soutenir activement les luttes des peuples contre l'impérialisme (Afghanistan, Erythrée, Cambodge, Salvador, Afrique australe, droit à l'indépendance des colonies françaises - DOM-TOM) et de s'unir au Tiers Monde (développement des relations avec la Chine, reconnaissance de la Corée...);

— de lutter pour un désarmement général, simultané et contrôlé, à commencer par les deux superpuissances, concernant aussi bien les armements nucléaires que classiques.

14 septembre 1982